

tance au développement régional à cause des disparités régionales. Dans la plupart des cas, elle aidera les filiales de firmes américaines à surmonter leurs difficultés. Elle ne s'intéressera pas aux compagnies dont les chances de réussite sont excellentes.

Je serais disposé à investir quelques dollars dans la Home Oil. Étant au courant de sa dette à long terme et de la façon dont celle-ci est garantie, je serais prêt, si j'avais les capitaux nécessaires, en même temps que quelques autres personnes, à investir 10 millions de dollars dans la Home Oil. Celle-ci contrôle une grosse entreprise de distribution en Angleterre et une autre aux États-Unis qui s'occupe de gaz. Elle contrôle une importante compagnie de conteneurs pour le transport par rail de butane et d'autres gaz. Elle contrôle environ 360 mines, dont plusieurs sont inactives et a d'importants intérêts dans 500 millions d'acres de terre en Alaska. Si je dirigeais cette société, je pourrais contrôler la production et la distribution du pétrole grâce aux baux qu'elle détient. Le gouvernement n'investira pas 10 millions de dollars pour prendre à son compte une partie du passif de cette société afin d'assurer ce genre d'organisation aux Canadiens.

Comment le gouvernement a-t-il agi avec l'industrie du livre? On a suivi cette question de très près. Les Conservateurs en Ontario étaient à même d'agir, mais ils se sont contentés de se reposer sur leurs lauriers. Je suis sûr que des membres de l'Église unie ont même prié pour que leur Église soit responsable et demeure propriétaire des presses Ryerson. Combien d'argent cela représentait-il? Ce sera dorénavant une société américaine qui vendra la majorité des manuels scolaires des élèves ontariens. Notre histoire sera écrite par des Américains et publiée aux États-Unis. Évidemment, ils récriront la bataille de Queenston Heights. S'ils sont braves, ils récriront celle des Plaines d'Abraham. J'ignore pour qui ils prendront parti. La perte de nos grandes maisons d'édition, de celles qui publiaient des manuels scolaires en particulier, coûtera un prix fou au public canadien, sans compter le tort que cela fait à l'éducation. Le ministre dira qu'il ne pouvait intervenir parce qu'il s'agit d'une question de ressort provincial. Le gouvernement de l'Ontario dira qu'il ne pouvait intervenir parce qu'il n'était pas certain d'être compétent. Pendant que l'on discutait, on a conclu la transaction. Dès qu'on perd ce genre d'industrie, il est difficile de la reconstruire.

Nous avons besoin d'une agence canadienne de développement. Les propos du député de York-Est (M. Otto) m'ont intéressé. Il a parlé d'établir le genre de corporation que je préconise. Il a dit qu'il était très difficile de trier le capital détenu par les compagnies d'assurance et les banques d'épargne et les capitaux qui servent normalement à financer l'expansion des entreprises. Le gouvernement devrait tenir compte de ce qu'a dit ce député hier. Il semble savoir de quoi il parle, contrairement à la plupart des ministériels, quand il s'agit de finances. Soit dit en passant, je n'en sais pas beaucoup plus long moi-même et mes connaissances sont limitées dans ce domaine.

Si tous les députés étudient sérieusement cette question, ils comprendront que si le public canadien a l'occasion d'investir dans une authentique Corporation de

développement du Canada, il le fera pour plusieurs raisons. Il investira car il sait qu'une société bien gérée par le gouvernement peut réussir. Plus important encore que la somme qu'il pourrait recevoir en retour est le fait qu'il lancera de nombreuses entreprises nouvelles qui resteront aux mains de Canadiens.

• (4.40 p.m.)

Dans ma région se trouve une petite fonderie. Son histoire est triste et je n'entrerai pas dans les détails. Je suis cependant persuadé que si un organisme comme la CDC fonctionnait, comme j'espère qu'elle le fera un jour, elle prêterait de l'argent pour permettre la construction dans la région de Cobalt d'une fonderie d'argent et des métaux précieux extraits dans le Nord de l'Ontario. La fonderie existante détient paraît-il des quantités importantes d'argent qu'elle ne vend pas à cause des prix internationaux qui sont bas, lui font perdre de l'argent et pourraient l'amener à fermer. Certains diront: «Et alors?» Si cette fonderie ferme ses portes, les mines d'argent ne sauront plus où envoyer leur minerai au Canada. Cela peut sembler de peu d'importance mais dans la région dont je parle, 25 p. 100 de la population active est au chômage. Dans la région, 450 mineurs travaillent encore dans l'industrie de l'argent filonien, dont certains dans des mines en exploitation continue depuis 60 ans.

Je le répète: l'industrie a eu des hauts et des bas. Au début, le minerai était expédié au Montana, bien qu'on en affinait à Cobalt. Mais de temps à autre, on renouait les liens avec la fonderie de St. Helena, au Montana. Mais cette fonderie américaine n'est pas vraiment intéressée à traiter le minerai du fait que sa teneur en cobalt est exceptionnellement élevée. Je ne propose pas qu'on achète la fonderie, qu'on la nationalise ou qu'on la prenne en main. Il s'agit de savoir si l'entreprise est rentable. Elle ne l'est peut-être pas; et alors le gouvernement en est, en partie, à blâmer car, comme d'autres, il a décidé de fondre sa monnaie d'argent. Des wagons pleins d'argent y sont arrivés de la Monnaie, des États-Unis, du Mexique et de pays de l'Amérique du Sud. Pour suffire à la demande, la compagnie a dû prendre de l'expansion. Elle a fini par avoir une fonderie d'une capacité supérieure aux besoins pour la fonte des minerais locaux.

Quoi qu'il en soit, à mon avis c'est dans ce genre d'entreprise que la CDC devrait investir. Elle rendrait ainsi service à la région, la proposition serait économiquement saine, et elle pourrait être rentable. En outre, le gouvernement servirait ses propres intérêts parce que nous avons toujours besoin d'argent de monnaie. De plus, la fonderie jouerait un rôle beaucoup plus important dans l'économie de toute l'industrie de l'argent. Si rien ne s'accomplit dans ce sens, quel est l'autre choix? Nous finirons par verser des prestations d'assistance publique à tous les gens de la région parce que la plupart d'entre eux auront atteint un âge auquel il ne saurait être question de recyclage ou de transplantation.

La municipalité tout entière de Cobalt dépend de la présence d'une fonderie en activité. Je ne sais pas si la libre entreprise investirait dans une telle industrie. Je ne le croirais pas. En tout cas, l'entreprise privée ne s'intéresserait qu'à la fonderie et je m'intéresse à l'avenir de toute l'industrie de cette région. Dans ma perspective, les